



## COMPTE RENDU DE L'ATELIER INTERNATIONAL SUR

### « LES COÛTS DE L'INACTION ET LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENTS DANS LES ZONES ARIDES, SEMI ARIDES ET SUB HUMIDES SECHES »

ROME, 4-5 décembre 2006 – siège de la FAO

*Cet atelier a été organisé par le Comité scientifique français de lutte contre la désertification (CSFD), le Ministère français des affaires étrangères, le Mécanisme Mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le FIDA, la FAO, le Ministère italien des affaires étrangères, avec l'appui de la Banque mondiale, de la GTZ, de l'AFD et de l'OSS.*

## 1. RAPPEL DES OBJECTIFS ET DES RESULTATS ATTENDUS

### OBJECTIFS :

#### a) partager et améliorer la connaissance sur les coûts de l'inaction dans les zones arides, semi-arides et sub-humides sèches :

- mettre en commun les résultats des évaluations économiques des coûts économiques et sociaux de la désertification ;
- discuter des limites et de la validité des approches et des méthodes.
- proposer de nouvelles études et recherches de terrain pour améliorer la connaissance des coûts économiques ainsi que des coûts sociaux de la désertification.
- proposer des méthodes communes d'analyses des coûts de prévention et de correction ainsi que du retour sur les investissements de lutte contre la désertification ;

#### b) développer des scénarios d'investissement de développement rural positifs dans les zones arides, semi-arides et sub-humides sèches :

- capitaliser l'information sur les expériences passées et en cours d'investissements réalisés : comment les réseaux de connaissance peuvent aider à identifier les opportunités d'investissement ?
- qui sont les acteurs publics et privés et les types de partenariats observés ou à développer ?
- quels sont les types d'investissement, quels sont les retours attendus, quels sont les produits et les filières de production ?
- qui sont les investisseurs ?

#### c) développer une argumentation économique pour déclencher des investissements dans les zones arides, semi-arides et sub-humides sèches

RESULTATS ATTENDUS :

---

**a) Développer le dialogue entre les bailleurs et les experts scientifiques,**

**b) Identifier des programmes de travail qui répondent aux objectifs des bailleurs :**

- de quelles informations les bailleurs et investisseurs ont-ils besoin pour accroître leurs investissements ?
- quels types de blocages rencontrent les investisseurs opérateurs et organismes de crédit dans ces zones ?
- **discuter du co-financement d'analyses coût- bénéfiques de qualité.**

**c) Approfondir la notion d'investissement et celle de la redistribution de la plus-value [ou règle de répartition du retour des investissements réalisés]**

**d) Créer un réseau international de recherche/action réunissant chercheurs et bailleurs.** Ce réseau aurait pour vocation de fournir aux bailleurs les arguments économiques nécessaires à des d'investissements, sur les coûts de l'inaction et les opportunités économiques en zones arides, semi-arides et sub-humides sèches.

---

## **2 - ORDRE DU JOUR**

### **LUNDI 4 DECEMBRE : BILAN DES CONNAISSANCES, PARTAGE D'EXPERIENCES ET PISTES NOUVELLES DE REFLEXION**

*MATINEE : GERMAN ROOM*

**9h – 9h15 :** Accueil par Mr H.A. Diallo, Secrétaire exécutif de la CNULCD, et Mr Wyatt, Assistant Président, FIDA

**9H15 – 9H30 :** Introduction. Rappel des objectifs et du déroulement de l'atelier, présentation des participants, par *Marc Bied-Charreton, Président du CSFD*

**9H30 – 12H30 :** Etat des lieux et discussions

1 – « **Situation des zones arides et semi-arides dans le monde et tendances actuelles, les liens entre désertification et adaptation au changement climatique** » (bilan de la COP de Nairobi) par *Youba Sokona, Secrétaire Exécutif de l'OSS*

2 – « **Sustainable Land Management : Priority Problems & Priority Interventions** » ; d'après l'ouvrage « **Où est la richesse des nations ?** », par *Jan Bojō, économiste Banque Mondiale*

3 – « **Resource mobilization and the status of funding of activities related to land degradation** » ; d'après le rapport préparé en juin 2006 pour le FEM et le MM de l'UNCCD, par *Leonard Berry, Florida Atlantic University*

4 – « **Expériences de terrain : leçons à tirer des projets de développement rural soutenus par le FIDA** ». Par *Philippe Remy, FIDA*

*Modératrice : Gunilla Bjorklünd, GEWA consulting*

**12h30-14h :** Déjeuner  
*APRES-MIDI*

**14h00 – 17h30 :** Poursuite des travaux en deux groupes de travail avec pause café

- **Groupe 1 – German Room**

**Le coût de l'inaction : coûts macro-économiques et coûts sociaux de la désertification** : pertes en productivité et coûts indirects, pauvreté, migrations et instabilités ; quelles méthodologies et résultats ? Propositions de thèmes et de terrains de travail.

*Propos introductifs : exposés de 10 mn*

<b>Coûts sociaux (Modérateur : Youssef Brahim, MM)</b>	
<i>Ali Bensaad (Univ Aix Marseille II)</i>	Migrations entre les deux rives du Sahara: Afrique de l'Ouest-Maghreb
<i>Mohamed Badraoui (expert CST)</i>	Migration et Développement Humain
<i>José L. Rubio (CIDE-CSIS)</i>	Conclusions et recommandations du II <sup>ème</sup> Symposium International d'Almeria: Désertification et Migrations
<b>Coûts macro-économiques (Modérateur : Chuck Hutchinson, Univ. Arizona)</b>	
<i>Lakhdar Boukerrou (Univ. Florida Atlantic)</i>	The Cost of Inaction: Direct and Indirect Losses in Productivity
<i>Heitor Matallo (UNCCD-CEPAL, Mexique)</i>	Costs of desertification: opening a discussion on methodology and data
<i>Simon Rietbergen (IUCN)</i>	Coût des services environnementaux

*Rapporteurs : Nora Ourabah, FIPA GTD, Simone Quatrini, MM*

➤ **Groupe 2 – Philippines Room**

**Opportunités d'investissements et valorisation des zones arides, semi-arides et sub-humides sèches** : analyse économique des projets de développement rural, évaluation du retour sur investissement, filières et partenariats et acteurs, partage de la valeur ajoutée. Propositions de thèmes et de terrains de travail.

*Propos introductifs : exposés de 10 mn*

<b>Retour sur investissements de LCD (Modérateur Moktar Touré)</b>	
<i>Tahirou Abdoulaye (INRAN, Niger)</i>	Evaluation Economique des impacts D'investissements en GRN: Cas du Niger
<i>Dominique Rojat (AFD)</i>	Expérience de l'AFD : agriculture de conservation et hydraulique pastorale
<i>Reinhart Bodemeyer (GTZ)</i>	Economic and political settings for natural resources management
<b>Opportunités d'investissement (Modérateur : Patrice Burger)</b>	
<i>Nadia Bentaleb (ONG Mig Dev)</i>	Des migrants en action dans le sud du Maroc : l'expérience de l'ONG Migrations et Développement
<i>Kajubi Elijah (OP Ouganda)</i>	Broker oriented agriculture marketing for exploring the economic potentials in drylands : a case of Uganda Cooperative Alliance Ltd
<i>Rosie Abdy Collins (ONG Phytotrade Africa)</i>	Opportunities from systematic investment in natural products commercialisation (Southern Africa)

*Rapporteurs : Mélanie Requier-Desjardins, CSFD, Taoufiq Bennouna, TerrAfrica*

**17h45** : Side Event TerrAfrica (Banque mondiale) ; questions-réponses animées par C. Crépin et T. Bennouna

**19h** : Cocktail, FAO

## **MARDI 5 DECEMBRE : DIALOGUE ENTRE EXPERTS, DECIDEURS, BAILLEURS DE FONDS PUBLICS ET PRIVES**

*Rapporteurs : Estelle Godart et Marc Bied-Charreton*

### **9h – 10h15 : Rapports des deux ateliers de la veille et débat**

*Modératrice : Pr Maria Helena Abraham (IADIZA, Argentine)*

### **10h15 – 10h30 : Pause café**

### **10h30 – 12h30 : PANEL : Comment faciliter les investissements en zones arides ? Quelles contraintes lever ? Comment concilier investissement productif, gestion durable des ressources naturelles et partage équitable de la valeur ajoutée ?**

*Propos introductifs : interventions de 5 à 10 mn d'investisseurs exposant les facteurs facilitant/déclenchant/empêchant leurs interventions ; réactions sur les rapports ; comment mieux impliquer les privés ?*

*Pressentis : GTZ, AFD, DDC, BM, FIDA, GNIS, ...*

*Modérateurs : M. Kouda (MM) et M. Trouyet (MAE, France)*

### **12h30-14h: Side-event : films- débats**

- *Water Shortage, Desertification and Agriculture in Jordan.* (FIDA, 22 mn) ; avec Tawfiq El-Zabri, NENA, FIDA
- *Déficit* (AFD, 12 mn) ; avec Eric Mounier réalisateur et Sékou Bathily

### **14h- 15h : Déjeuner**

### **15h – 16h 30 : Comment poursuivre les échanges ?**

- *finaliser les résultats de cet atelier* : les orientations à donner à la recherche, aux études de terrain et aux processus de mise à disposition des connaissances pour répondre aux attentes des décideurs et des investisseurs ? Propositions de partenariats publics/privés ? de cofinancement d'analyses coûts-bénéfices de qualité ?
- *valoriser les résultats de cet atelier* : comment communiquer sur les résultats de l'atelier (communiqué de presse, publications, lors des prochaines manifestations, Alger, CRIC, COP ...) ?
- *poursuivre l'effort engagé lors de cet atelier* : quelles actions mettre en place pour poursuivre le dialogue entre experts, décideurs et bailleurs de fonds publics et comment mieux impliquer les bailleurs privés ? Pour un réseau sur les coûts de la désertification et les opportunités économiques ?

*Modérateurs : Antoine Cornet (CSFD) et Youssef Brahim (MM)*

### **16h30 – 17 h : Clôture de l'atelier –**

**Marc Bied-Charreton (CSFD), C. Mersmann (Mécanisme Mondial) et Estelle Godart (France)**

### **3 – RESUME DES PRINCIPAUX DEBATS**

#### **Lundi 4 décembre matin.**

Monsieur H.A.Diallo, dans son allocution d'ouverture, a félicité et remercié les organisateurs pour avoir pris cette initiative de réunir un groupe aussi important pour traiter des défis posés par le capital naturel et sa préservation et des coûts énormes de la dégradation des ressources . Il a rappelé les agendas futurs de la Convention sur la lutte contre la désertification et ceux posés par les questions d'adaptation aux changements climatiques.

## **Lundi 4 décembre après- midi :travail en deux groupes**

## **Lundi 4 décembre à 18 h. « side- event » Terrafrica**

## **Mardi 5 décembre matin : rapports des deux groupes de travail :**

### **Report of workshop 1: The costs of inaction: the macro-economic and social costs of desertification**

The first part of the workshop dealt with social costs of desertification mostly related to migration issues

The second part of the workshop looked at macro-economic aspects

Social costs of desertification:

Participants agreed on a set of recommendations which read as follows:

Migration suffers from an obvious problem of definition that needs to be solved before looking at any common solutions. Therefore, migration should be looked at in a more optimistic way to be able to convince decision makers. There is a need to tackle migration as a human development problem and not as a pure security problem.

For a better understanding of the migration phenomenon, we should look at it in an integrated way. Therefore, there is a need to:

- Analyse in depth the linkages between forced migration due to crisis (climate, conflicts..) , economic migration ( motivated by a search for better living conditions) and poverty.
- Promote a mitigation approach of forced migrations based on the development of local approaches and solidarity at various levels (international, south-south, north south and north north actions).
- Review the state of art of existing knowledge and data related to migration mechanisms in arid areas: These include: rural exodus flows, transsaharan migrations and international migrations.
- Deepen knowledge on the links between natural resource degradation and migrations e.g. look at the part of land and poverty degradation in migration flows.
- Analyse the impact of migrations on the recomposition of Saharan areas in order to generate solid and strong arguments to convince decision makers.

- Explore the issue of establishing a coordination research center to develop and look more specifically at the relations between desertification and migrations including an evaluation of post migration situations.
- Allocation of funds should be focused on improvement of livelihood in dry land areas rather than on fighting migration per se.

In conclusion, whatever approach we take to bring forward the linkages between migration and desertification, we have to bear in mind to come up with arguments meant to decision makers.

The second part of the workshop looked at the macro-economic costs of desertification. In other words, the impact of desertification, land degradation, on the economy (GDP and GWP). The first underlying question addressed by the workshop was: do we know the macro-economic costs of desertification? The answer is not. We do have some estimations done at different levels in different periods of time.

The following question then was: do we need to know the macro-economic costs of desertification? Will the situation be better with better figures? The participants shared different views, and concluded that, with better information and figures, it would be easier to convince decision makers and policymakers. For an evidence-based policymaking it was also pointed out that different types of information would be needed for the different target audiences, at local, national and international level.

What are the challenges to do that?

- No standard methodology
- No commonly agreed indicators
- No unique database and monitoring & evaluation system
- No enabling environment (capacity)

What do we have today?

- Global estimation of dimension and costs of desertification (Dregne, 1992)
- Country-level analyses estimating agricultural GDP losses due to land degradation
- Regional level estimations based on various methodologies, such as Universal Soil Loss Equation (USLE)
- Emerging methodologies/approaches to capture the value of Ecosystem Services
- Better understanding of off-site (and indirect) impacts of desertification
- Etc.

Conclusions and recommendations of the workshop:

1. There seems to be evidence of increasing economic costs of desertification (intended as costs of inaction)
2. Countries should define a common framework for an integrated assessment of the impacts of desertification, including the economic, environmental, institutional and social costs
3. Identify a commodity approach to land degradation in order to consistently measure and reward soil-based environmental services
4. Build partnerships to enhance country capacities to measure and monitor impacts
5. Establish networks in order to make use of the wealth of existing knowledge and improve the visibility of existing analyses

6. A better management of existing information is critical to the success of any advocacy activity

## **Rapport du groupe 2 - Taux de retour économique et opportunités d'investissement**

Après la présentation des objectifs du groupe de travail par les deux modérateurs, ceux-ci ont rappelé que l'objectif principal était d'identifier principalement des questions-clé sur lesquelles s'accorder et que les scientifiques devraient traiter.

Les modérateurs ont demandé aux participants de se présenter et de préciser leur intérêt par rapport au thème de la session. Ce tour de table a permis de constater des horizons très diversifiés : une quarantaine de scientifiques, de représentants de ministère des affaires étrangères, de l'environnement, de l'agriculture ainsi que d'organisations régionales et celles de la société civile, du nord et du sud.

Les trois premiers exposés relatifs à l'analyse du taux de retour sur investissement de projets de lutte contre la désertification ont conduit à identifier un consensus général sur la nécessité :

- d'analyser les méthodologies actuelles et identifier leurs limites : en particulier, les résultats sont tributaires de contextes spécifiques qui empêchent leur généralisation.
- d'aller au delà des seules évaluations en terme biophysique pour quantifier les impacts off-site, économiques, institutionnels et sociaux des projets de LCD.
- De considérer le pas de temps nécessaire à des opérations d'évaluation de retours sur investissements qui soient scientifiquement valides ;
- De mieux comprendre les facteurs qui contribuent aux succès de ces projets en différenciant les aspects macro (foncier, accès au marché) des aspects plus micro, et de les mettre en commun ;
- D'analyser les composantes organisationnelles des projets qui expliquent leurs succès ou leurs échecs en prenant en compte tous les acteurs.
- De clarifier le rôle de la décentralisation pour passer d'une échelle projet à elle d'un territoire plus vaste.

On a aussi souligné que :

- la dégradation des terres est surtout un problème d'actualité dans les pays du Nord et ce sont de grands groupes privés qui investissent sur des recherches pointues comme les espèces résistantes à la sécheresse ; nécessité que l'APD porte également sur ces aspects.

- Qu'il existe un décalage entre les résultats des ACA et leur prise en compte par les politiques des décideurs nationaux et des bailleurs de fond.
- Ce qui renvoie au problème des pas de temps : par exemple, le pas de temps nécessaire aux opérations d'évaluation est plus important que celui du mandat électoral des décideurs locaux
- Que les investissements dans la LCD ne sont pas durables sans organisation sociale percutante.

D'où trois questions principales :

- Donc comment concevoir des grilles d'analyse :
  - o qui soient transversales aux contextes sociaux, environnementaux et économiques
  - o et qui soient valides à différentes échelles et sur différents pas de temps
  - o et qui dépassent les stratégies conjoncturelles des bailleurs ?
- Les politiques d'aide et de mise en œuvre de projets suivent des modes et changent au cours du temps. Comment des succès relatifs à d'anciens projets peuvent-ils être répliquables ? ce qui souligne la question des relais locaux.
- Est-ce que les succès y compris étayés par des études quantitatives sont suffisants pour décider les politiques et les bailleurs à investir. Sinon, que faut-il ajouter pour convaincre d'investir et comment ?
- Faut-il finalement faire de la LCD sans le dire dans des projets de développement rural intégré ou faut-il afficher un objectifs spécifiquement LCD ?

La deuxième partie a été consacrée aux opportunités d'investissement dans les zones arides. Quatre exposés ont présenté différents cas d'études qui tous sont apparus comme des succès. Toutes les expériences présentées sont basées sur des approches participatives, agro-écologiques, et suivent des filières équitables. Elles sont généralement ponctuelles c'est-à-dire en référence à un territoire donné.

Ces exposés ont permis d'esquisser un débat sur les liens entre LCD et valorisation commerciale. Trois points ont été mis en valeur :

- la nécessité pour les producteurs de passer des alliances stratégiques entre eux à une échelle significative afin de mieux tirer parti des conditions des marchés et d'avoir accès aux informations nécessaires à la production ; le renforcement des capacités et l'organisation nécessaires à cela.
- l'identification et la mise en place de filières commerciales sur des produits spécifiques aux zones arides a permis une meilleure gestion de la ressource : la compréhension des services rendus par les écosystèmes peut conduire à une meilleure valorisation ; la valeur commerciale peut déboucher sur la valorisation écologique et la mise en place de mécanismes sociaux, voire culturels de protection des ressources.
- a contrario, l'engouement des producteurs pour une filière donnée peut créer plusieurs effets négatifs dont la surexploitation des ressources naturelles, la concurrence entre différents

acteurs et régions du monde, et limiter les possibilités des populations locales d'accéder aux produits finis du fait de l'accroissement de leurs prix localement.

A travers ces expériences réussies, deux recommandations principales et plusieurs questions ont été formulées pour la recherche :

- réaliser en préliminaire un inventaire et un recensement de différentes expériences menées dans les zones arides, en analysant les difficultés, les effets d'entraînement positifs de ces expériences...
- mieux explorer le potentiel des transferts des migrants et voir les conditions de sa transformation en investissements productifs pour l'économie rurale, et de sa pérennité, notamment la question intergénérationnelle.
- Quelles sont les étapes de la construction d'une filière ? du national à l'international ?
- Quels sont les besoins en termes de renforcement des capacités des producteurs pour y parvenir ?
- Quelles sont les possibilités de passage à une échelle plus grande de production de ces initiatives locales sur la base des mêmes principes.
- Comment identifier les freins relatifs aux marchés et à la concurrence internationale, et les différencier des contraintes plus nationales et locales ?
- Quelles seraient les politiques publiques nécessaires à mettre en place pour permettre l'amplification de ces initiatives : cadre législatif, fiscal, commercial incitatif, politique de labellisation...
- Enfin, comment orienter les investissements des bailleurs et des privés vers ces secteurs ?

### **Discussions sur les rapports**

### **Table ronde et discussions**

## **Principales recommandations**

**ROME 4-5 Décembre 2006 - FAO**

**INTERNATIONAL WORKSHOP ON THE COSTS OF INACTION AND INVESTMENT OPPORTUNITIES IN ARID, SEMI ARID AND DRY SUB HUMID AREAS**

**ATELIER INTERNATIONAL SUR LES COUTS DE L'INACTION ET LES OPPORTUNITES ECONOMIQUES D'INVESTISSEMENTS DANS LES ZONES ARIDES, SEMI ARIDES ET SUB HUMIDES SECHES**

*Liste des participants*

<b>Nom</b>	<b>Pays</b>	<b>Institution</b>	<i>Email</i>
ABDOULAYE Tahirou	Niger	INRAN/ICRISAT	<a href="mailto:t.abdoulaye@coraf.org">t.abdoulaye@coraf.org</a>
ABRAHAM Maria Elena	Argentine	IADIZA	<a href="mailto:abraham@lab.crieyt.edu.ar">abraham@lab.crieyt.edu.ar</a>
ALLOTEY Jonathan	Ghana	EPA	<a href="mailto:jallotey@epaghana.org">jallotey@epaghana.org</a>
AWARE Kwame	Italie	GM	
BADRAOUI Mohamed	Maroc	UNCCD/CST Group of experts	<a href="mailto:mohamedbadraoui@yahoo.fr">mohamedbadraoui@yahoo.fr</a>
BARTOLELLI	Italie	Un. Bari ONG	No email contact
BATHILI Sekou	Mali		
BENSAAD Ali	Algérie	Un.Aix-Marseille II	<a href="mailto:bensaadali@hotmail.com">bensaadali@hotmail.com</a>
BENTALEB MAES Nadia	France	ONG migdev	<a href="mailto:nadia.bentaleb@migdev.org">nadia.bentaleb@migdev.org</a>
BENNOUNA Taoufiq	WB	Terrafrica	<a href="mailto:taoufiq.bennouna@gmail.com">taoufiq.bennouna@gmail.com</a>
BERRY Leonard	USA	Florida Atlantic Un.	<a href="mailto:berry@ces.fau.edu">berry@ces.fau.edu</a>
BIED-CHARRETON Marc	France	CSFD	<a href="mailto:bied-charreton.marc@wanadoo.fr">bied- charreton.marc@wanadoo.fr</a>

BIKIENGA Issa	Burkina Faso	CILSS	<a href="mailto:issa.bikienga@yahoo.fr">issa.bikienga@yahoo.fr</a>
BJORKLUND Gunilla	Suède	GEWA Consulting	<a href="mailto:gunilla.bjorklund@telia.com">gunilla.bjorklund@telia.com</a>
BODEMEYER Reinhard	Allemagne	GTZ	<a href="mailto:reinhard.bodemeyer@gtz.de">reinhard.bodemeyer@gtz.de</a>
BOJÖ Jan	USA	WB	<a href="mailto:Jbojo@worldbank.org">Jbojo@worldbank.org</a>
BOMBIRI Paul	Burkina Faso	Min.environnement	<a href="mailto:pbombiri@yahoo.fr">pbombiri@yahoo.fr</a>
BOUKERROU Lakhdar	USA	Florida Atlantic Un.	<a href="mailto:lboukerrou@ces.fau.edu">lboukerrou@ces.fau.edu</a>
BRAHIMI Youssef	Italie	GM	<a href="mailto:y.brahimi@ifad.org">y.brahimi@ifad.org</a>
BRIARD Matthieu	France	ONG Techdev	<a href="mailto:mbthieum@yahoo.fr">mbthieum@yahoo.fr</a>
BRUNELLI Giuseppe	Italie		<a href="mailto:g.brunelli@aqp.it">g.brunelli@aqp.it</a>
BURGAUD François	France	GNIS	<a href="mailto:francois.burgaud@gnis.fr">francois.burgaud@gnis.fr</a>
BURGER Patrice	France	GTD/ENID	<a href="mailto:cariassociation@yahoo.fr">cariassociation@yahoo.fr</a>
CHARROUF Zoubida	Maroc	Un.Mohamed V	<a href="mailto:zcharrouf@yahoo.fr">zcharrouf@yahoo.fr</a>
CHASSANY Jean Paul	France	CSFD	<a href="mailto:chassany@ensam.inra.fr">chassany@ensam.inra.fr</a>
CREPIN Christophe	USA	WB, Terrafrica	<a href="mailto:ccrepin@worldbank.org">ccrepin@worldbank.org</a>
COLLINS Rosie Abdy	RSA	PhytoTradeAfrica	<a href="mailto:rosie@phytotradeafrica.com">rosie@phytotradeafrica.com</a>
CORBIER Constance	France	AFD	<a href="mailto:corbiere@afd.fr">corbiere@afd.fr</a>
CORNET Antoine	France	CSFD	<a href="mailto:cornetan@wanadoo.fr">cornetan@wanadoo.fr</a>
COSTES Elodie	Italie	RP	
COTULA Lorenzo	UK	IIED	<a href="mailto:lorenzo.cotula@iied.org">lorenzo.cotula@iied.org</a>
DIALLO Hama Arba	Allemagne	Secrétaire exécutif UNCCD	<a href="mailto:srastetter@unccd.int">srastetter@unccd.int</a>
DUCHROW Anselm	Allemagne	GTZ	
GODART Estelle	France	MAE	<a href="mailto:estelle.godart@diplomatie.gouv.fr">estelle.godart@diplomatie.gouv.fr</a>
GUILLET Alfredo	Italie	MAE	<a href="mailto:alfredo.guillet@esteri.it">alfredo.guillet@esteri.it</a>
HERRERA Janaina	France	MAE	<a href="mailto:janaina.herrera@diplomatie.gouv.fr">janaina.herrera@diplomatie.gouv.fr</a>
HIEN Victor	Burkina Faso	INERA	<a href="mailto:vhien@fasonet.bf">vhien@fasonet.bf</a>
HUTCHINSON Charles	USA	Un.of Arizona	<a href="mailto:chuck@ag.arizona.edu">chuck@ag.arizona.edu</a>
KAJUBI Elijah	Ouganda	ONG OP	<a href="mailto:ekajubi@uca.co.ug">ekajubi@uca.co.ug</a>
KARABA Maina	Djibouti	IGAD	<a href="mailto:maina.karaba@igad.dj">maina.karaba@igad.dj</a>
KOUDA Michel	Italie	GM	<a href="mailto:m.kouda@ifad.org">m.kouda@ifad.org</a>
KOWSAR Ahang Sayed	Iran	Un.of Shiraz	<a href="mailto:ahangkowsar@hotmail.com">ahangkowsar@hotmail.com</a>

LANTIERI Dominique	Italie	FAO, SDRN	<a href="mailto:dominique.lantieri@fao.org">dominique.lantieri@fao.org</a>
LAZARE Olivia	Italie	RP	
LEVITE Hervé	Italie	FAO, IPTRID	<a href="mailto:herve.levite@fao.org">herve.levite@fao.org</a>
LOYER Denis	France	AFD	<a href="mailto:loyerd@afd.fr">loyerd@afd.fr</a>
LUBBERS J.	USA	GEF	<a href="mailto:jlubbers@thegef.org">jlubbers@thegef.org</a>
LUISE Anna	Italie	APAT	<a href="mailto:anna.luise@apat.it">anna.luise@apat.it</a>
MAMANE Mamadou	Niger	Min Env	<a href="mailto:pamt@intnet.ne">pamt@intnet.ne</a>
MANZANO Christina	Argentine	ONG	<a href="mailto:cmanzano@sra.org.ar">cmanzano@sra.org.ar</a>
MATALLO Heitor	Mexique	UNCCD/CEPAL	<a href="mailto:hmatallo@un.org.mx">hmatallo@un.org.mx</a>
MERSMANN Christian	Italie	GM	<a href="mailto:c.mersmann@ifad.org">c.mersmann@ifad.org</a>
MILLON Charles	Italie	RP	
MKANDARIWE Richard	RSA	NEPAD	<a href="mailto:richardm@nepad.org">richardm@nepad.org</a>
MONTI Lavinia	Italie	MAE	<a href="mailto:lavinia.monti@esteri.it">lavinia.monti@esteri.it</a>
MOUNIER Eric	France	réalisateur	<a href="mailto:mouniereric@wanadoo.fr">mouniereric@wanadoo.fr</a>
MUWAYA Stephen	Ouganda	MinAgri	<a href="mailto:ccdnap@infocom.co.ug">ccdnap@infocom.co.ug</a>
ORTEGA Liliane	Suisse	DDC	<a href="mailto:liliane.ortega@deza.admin.ch">liliane.ortega@deza.admin.ch</a>
OURABAH Nora	France	FIPA	<a href="mailto:nora.ourabah@ifap.org">nora.ourabah@ifap.org</a>
PRINCIPE Clementina	Italie	MAE	<a href="mailto:clementina.principe@esteri.it">clementina.principe@esteri.it</a>
QUATRINI Simone	Italie	GM	<a href="mailto:s.quatrini@ifad.org">s.quatrini@ifad.org</a>
REQUIER-DESJARDINS Mélanie	France	OSS-CSFD	<a href="mailto:melanie_requier@yahoo.fr">melanie_requier@yahoo.fr</a>
REMY Philippe	Italie	FIDA	<a href="mailto:p.remy@ifad.org">p.remy@ifad.org</a>
REVERET Jean –Pierre	Canada	UQAM	<a href="mailto:reveret.jean-pierre@uqam.ca">reveret.jean-pierre@uqam.ca</a>
REYSSET Bertrand	Burkina Faso	CILSS	<a href="mailto:breysset@yahoo.fr">breysset@yahoo.fr</a>
RIETBERGEN Simon	Suisse	IUCN	<a href="mailto:spr@hq.iucn.org">spr@hq.iucn.org</a>
ROJAT Dominique	France	AFD	<a href="mailto:rojatd@afd.fr">rojatd@afd.fr</a>
RUBIO Jose Luis	Espagne	CIDE-CSIS	<a href="mailto:jose.l.rubio@uv.es">jose.l.rubio@uv.es</a>
SCIORTINO Maurizio	Italie	ENEA	<a href="mailto:sciortino@caseccia.enea.it">sciortino@caseccia.enea.it</a>
SFARA Giorgio	Italie	MAE	<a href="mailto:giorgio.sfara@esteri.it">giorgio.sfara@esteri.it</a>
SOKONA Youba	Tunisie	OSS	<a href="mailto:yuba.sokona@oss.org.tn">yuba.sokona@oss.org.tn</a>
SRIKAH Ahmed		UMA	<a href="mailto:ahmed.srikah@yahoo.fr">ahmed.srikah@yahoo.fr</a>
TOURE Moctar	Sénégal	consultant	<a href="mailto:moctartoure25@hotmail.com">moctartoure25@hotmail.com</a>
TRIULZI Umberto	Italie	Ipalmo	
TROUYET Marc	France	MAE	<a href="mailto:marc.trouyet@diplomatie.gouv.fr">marc.trouyet@diplomatie.gouv.fr</a>
TRUX Anneke	Allemagne	GTZ	<a href="mailto:anneke.trux@gtz.de">anneke.trux@gtz.de</a>
De VANSAY Arnaud	Allemagne	UNCCD	<a href="mailto:adevansay@unccd.int">adevansay@unccd.int</a>

WOPEREIS Marco	France	CIRAD	<a href="mailto:marco.wopereis@cirad.fr">marco.wopereis@cirad.fr</a>
WYATT Matthew	Italie	FIDA	
ZELEKE Ababu Anage	Ethiopie	UNCCD focal Pt.	<a href="mailto:eco.co@ethionet.et">eco.co@ethionet.et</a>
THIOMBIANO Lamourdia	Italie	FAO	<a href="mailto:lamourdia.thiombiano@fao.org">lamourdia.thiombiano@fao.org</a>
LOPEZ Giovannino	Italie	Min environnement	<a href="mailto:giovannino.lopez@fastwebnet.it">giovannino.lopez@fastwebnet.it</a>
Could not attend but interested in what will follow/come up :			
REIJ Chris			<a href="mailto:cp.reij@dienst.vu.nl">cp.reij@dienst.vu.nl</a>
STEEDS David	USA	Expert	<a href="mailto:dsteeds@worldbank.org">dsteeds@worldbank.org</a>
TOULMIN Camila	UK	IIED	<a href="mailto:camila.toulmin@iied.org">camila.toulmin@iied.org</a>
THOMAS Richard		ICARDA	<a href="mailto:r.thomas@cgiar.org">r.thomas@cgiar.org</a>
SHEPHERD Gemma	Kenya	UNEP	<a href="mailto:Gemma.shepherd@unep.org">Gemma.shepherd@unep.org</a>
MORETTINI Marco	Belgique	Commission UE	<a href="mailto:Marco.morettini@ec.europa.eu">Marco.morettini@ec.europa.eu</a>